AVIS DE CERTIFICATION DE L'ACTION COLLECTIVE PANCANADIENNE RELATIVE AUX IMPLANTS MAMMAIRES ALLERGAN

www.AllerganBreastImplants.ca

Le présent avis sert à informer les Canadiens d'une poursuite connue sous le nom de *Kibalian et al. c. Allergan PLC, et al.*, (Numéro de dossier : CV-19-00620507-00CP) qui a été certifiée en tant qu'action collective pancanadienne par l'honorable juge E.M. Morgan de la Cour supérieure de justice de l'Ontario (la « Cour ») le 21 décembre 2022 (L'« Action collective »).

L'Action collective porte sur certains préjudices, qui sont allégués avoir été causés par certains modèles d'implants mammaires qui ont été fournis au Canada par l'une ou plusieurs de Allergan PLC, Allergan Limited, Allergan, inc., Allergan USA inc. et Allergan inc. (les « Défenderesses ») **Si vous avez subi une intervention chirurgicale pour l'insertion d'implants mammaires Allergan au Canada entre le 31 mai 1999 et le 29 mai 2019, vous devriez lire attentivement l'ensemble de cet avis.**

Plusieurs actions collectives proposées concernant les implants mammaires Allergan ont été intentées dans d'autres provinces au Canada. Cependant, TOUTES les réclamations relatives à ces implants mammaires Allergan au Canada procèdent maintenant dans le cadre de cette Action collective, incluant l'action collective proposée commencée à Montréal, Québec (connu sous le nom de *Basal c. Allergan Inc. et al.*, C.S.M. no de dossier 500-06-000966-198) qui a été suspendue par jugement rendu le 12 novembre 2020, jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu dans cette Action collective. Les cabinets d'avocats avançant l'Action collective (« Avocats du groupe ») sont énumérés ci-dessous.

Veillez s'il vous plait noter que les résumés des documents contenus dans cet avis n'ont pas vocation à être exhaustifs et peuvent être paraphrasés. Veuillez s'il vous plait vous référer aux documents eux-mêmes référencés pour leurs modalités précises et leur contenu. Tous ces documents seront mis à votre disposition sur les sites web des Avocats du groupe ou fournis directement par les Avocats du groupe sur demande. Voir ci-dessous, sous « Avocats du groupe » pour de plus amples renseignements.

Description du groupe

La Cour a autorisé l'action collective au nom des groupes suivants (les « Groupes » ou « Membres du groupe »):

- (a) **Toutes les personnes qui, entre le 31 mai 1999 et le 29 mai 2019, ont subi une intervention chirurgicale pour l'insertion d'implants mammaires au Canada avec un ou plusieurs implants mammaires texturés BIOCELL® énumérés comme suit:**

Natrelle Saline-Filled Breast Implants (Textured); Natrelle 410 Truform Silicone-Filled Breast Implants; Natrelle Silicone-Filled Breast Implants (Biocell Round); Natrelle Inspira Truform 1 (Responsive) Breast Implants (Textured Shell); and Natrelle Inspira Truform 2 (Soft Touch) Breast Implants (Textured Shell) (collectivement les « Implants mammaires texturés »);

et/ou d'autres implants mammaires remplis de gel de silicone fournis par les Défenderesses (les « Implants mammaires Allergan en silicone »), et leurs successions, administrateurs ou autres représentants légaux, héritiers ou bénéficiaires (le « Groupe primaire » ou les « Membres du groupe primaire ») ; et

- (b) Toutes les personnes qui, en raison d'une relation personnelle avec un ou plusieurs membres du groupe primaire, ont la qualité requise pour réclamer des dommages-intérêts en vertu de l'article 61(1) de la *Loi sur le droit de la famille*, L.R.O. 1990, c. f.3, telle que modifiée, ou d'une loi provinciale analogue (le « Groupe familial » ou les « Membres du groupe familial »).

Si vous ne connaissez pas le modèle avec lequel vous avez subi une intervention chirurgicale pour l'insertion d'implants mammaires, vous devriez récupérer votre dossier médical auprès de votre chirurgien implanteur dès que possible pour confirmer cette information. Si vous avez besoin d'aide pour récupérer vos dossiers, les Avocats du groupe peuvent vous aider à ce faire. Voir ci-dessous la rubrique « Avocats du groupe » pour plus d'information.

Quel est l'objet de l'action collective?

Les demanderesses de cette Action collective (les « Demanderesses ») allèguent que les Défenderesses ont été négligentes dans la conception, la fabrication, les tests, et/ou la surveillance post-marché des Implants mammaires texturés et Implants mammaires Allergan en silicone. La demande allègue également que les Défenderesses ont omis d'avertir les patient(e)s canadien(ne)s adéquatement des risques allégués de développer trois types de préjudices différents :

- Un type de cancer appelé lymphome anaplasique à grandes cellules associé à un implant mammaire (« LAGC-AIM »);
- La rupture prématurée des implants; et
- Les symptômes systémiques classés comme Syndrome auto-immunitaire/inflammatoire induit par les adjuvants, parfois connu et désigné sous le nom de Maladie des implants mammaires.

L'action collective vise à obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice physique, le décès, la perte de revenus et les autres dépenses subies par les Membres du groupe primaire, ainsi que des dommages-intérêts connexes pour la perte de soins et d'accompagnement subie par les Membres du groupe familial.

Certification

Le 23 mars 2022, cette action a été partiellement certifiée de consentement contre l'une des Défenderesses, Allergan inc., concernant certaines questions communes (« L'Ordonnance de

certification partielle »). Le 21 décembre 2022, cette action a été certifiée contre toutes les Défenderesses concernant un éventail de questions plus larges (« L'Ordonnance de certification contestée »). L'Ordonnance de certification partielle et L'Ordonnance de certification contestée peuvent être consultés sur les sites web des Avocats du groupe. Veuillez voir ci-dessous sous « Avocats du groupe » pour plus d'information.

L'Ordonnance de certification contesté prévoit que certaines questions communes devront être tranchées de façon commune pour tous les Membres du groupe (les « Questions communes »). Les Questions communes que la Cour a autorisées comprennent des questions sur :

- Si les Implants mammaires texturés Allergan peuvent provoquer une LAGC-AIM et/ou une rupture prématurée de l'implant;
- Si les Défenderesses avaient une obligation de mise en garde à ce sujet et si elles ont manqué à cette obligation;
- Si les Implants mammaires Allergan en Silicone peuvent causer le Syndrome auto-immunitaire/inflammatoire induit par les adjuvants ou la Maladie des implants mammaires;
- Si les Défenderesses avaient un devoir de mise en garde par rapport au Syndrome auto-immunitaire/inflammatoire induit par les adjuvants ou la Maladie des implants mammaires et s'ils ont manqué à ce devoir;
- Si les Défenderesses ont enfreint la législation provinciale sur la protection des consommateurs et/ou la *Loi sur la concurrence* en faisant certaines représentations alléguées concernant certains implants; et
- Quels dommages-intérêts, le cas échéant, les Défenderesses seraient tenues de verser aux Membres du groupe.

La liste complète des questions communes autorisées figure dans L'Ordonnance de certification contestée.

CES RÉCLAMATIONS CONTRE LES DÉFENDERESSES N'ONT PAS ÉTÉ PROUVÉES PAR LES DEMANDERESSES. LES DÉFENDERESSES NIENT TOUTE FAUTE OU RESPONSABILITÉ CONCERNANT CES DEMANDES ET ONT L'INTENTION DE SE DÉFENDRE CONTRE CETTE ACTION COLLECTIVE.

CET AVIS NE SIGNIFIE PAS QUE LA COUR A DÉCIDÉ SUR LA PROBABILITÉ DE RECOUVREMENT DE LA PART DES MEMBRES DU GROUPE NI SUR LE BIEN-FONDÉ DES RÉCLAMATIONS OU DES DÉFENSES INVOQUÉES OU QUI SERONT INVOQUÉES DANS L'ACTION COLLECTIVE.

Les Membres du groupe primaire et le(s) Membre(s) du groupe familial qui souhaitent participer à l'Action collective sont automatiquement inclus et n'ont rien à faire à ce stade. Aucun Membre du groupe ne sera tenu de payer les frais de justice si l'Action collective n'obtient pas gain de cause.

Si l'Action collective obtient gain de cause, les Membres de l'action collective pourraient avoir le droit de partager le montant de tout jugement ou de tout montant d'entente de règlement en avançant des réclamations dans le cadre d'une procédure qui pourra permettre aux Membres de l'action collective de prouver leurs dommages et préjudices individuels. Pour cette raison, vous devriez conserver tous les documents, y compris les dossiers médicaux, que vous possédez concernant vos implants mammaires et tout préjudice que vous alléguiez en lien avec vos implants mammaires.

Chaque Membre du groupe primaire qui ne s'exclut pas de l'Action Collective sera lié (et liera leur(s) Membre(s) du groupe familial apparentés) par les modalités de tout jugement ou entente de règlement et ne seront pas autorisés à intenter une action indépendante contre Allergan relativement au sujet traité par l'Action collective. Pour clarifier, si vous participez dans l'Action collective, et elle n'obtient pas gain de cause, vous ne seriez pas autorisés à intenter votre propre action en justice contre les Défenderesses concernant le sujet traité par cette Action collective. Si vous vous excluez, ni vous, ni les Membre(s) du groupe familial apparentés à vous par relation personnelle seront autorisés à partager tout montant obtenu par jugement ou par entente de règlement qui pourrait être obtenu dans l'Action collective.

Exclusion

Si vous êtes un Membre du groupe mais que vous ne voulez PAS participer à l'Action collective, vous devez vous en exclure. Vous exclure signifie que vous n'aurez droit à aucun montant accordé par un jugement ou une entente de règlement qui pourrait être obtenue dans le cadre de l'Action collective, mais vous pourrez conserver le droit d'intenter ou continuer votre propre action en justice contre les Défenderesses concernant le sujet traité par l'Action collective.

Si vous choisissez de vous exclure, vous devez respecter tous les délais de prescription applicables et vous devriez consulter un avocat.

Si vous souhaitez vous exclure, vous devez le faire au plus tard **le 30 juin 2025** en remplissant un Formulaire d'exclusion et en l'envoyant à l'Administrateur, Epiq Class Action Services Canada Inc. à:

Services d'Actions Collectives Epiq Canada Inc.
Attention: Allergan Breast Implant Class Action Administrator
BP 507 STN B
Ottawa, ON K1P 5P6
Email: Info@AllerganBreastImplants.ca

Téléphone: 1-888-870-0704

Fax: 1-866-262-0816

Les Formulaires d'exclusion sont disponibles ici www.AllerganBreastImplants.ca, et sur tous les sites web des avocats du groupe et/ou peuvent être demandés par courrier ou par téléphone à l'Administrateur ou aux Avocats du groupe. Veuillez voir ci-dessous sous la rubrique « Avocats du groupe » pour plus d'information.

Que se passe-t-il ensuite?

L'Action collective va maintenant procéder avec les plaidoiries et la procédure de constitution préalable de la preuve, ce qui implique, sans limitation, le versement au dossier d'une défense par les Défenderesses et le partage et la révision des documents reliés à la cause et l'examen des diverses parties. Cette étape des procédures de la Cour peut aussi impliquer une ou plusieurs demandes pour décider sur des enjeux quelconques qui peuvent survenir entre les parties.

Dès que la constitution préalable de la preuve est complétée, l'Action collective procédera à un procès sur les Questions communes (Le « Procès sur les questions communes »). Le résultat obtenu à la conclusion du Procès sur les questions communes liera tous les Membres du groupe.

Si les parties à l'Action collective arrivent à une entente de règlement à n'importe quelle étape, ce résultat liera aussi tous les Membres du groupe. Si les demanderesses obtiennent un résultat favorable au procès ou un règlement, les Membres du groupe pourront à ce moment avoir droit à l'indemnisation en conformité avec les modalités du jugement au fond ou de l'entente de règlement.

Aucun Membre du groupe n'aura à payer les dépenses ou les frais de justice liés au procès ou à la procédure de règlement. Le mandat de représentation conclu entre les Demanderesses (qui représentent le Groupe) et les Avocats du groupe prévoit que ces derniers paieront tous les débours et indemniseront (protégeront) les Membres du groupe en cas d'adjudication défavorable des coûts. Toutefois, si l'Action collective est accordée au procès ou si elle est réglée, les Avocats du groupe auront droit à des honoraires conditionnels d'un montant approuvé par la Cour. Le mandat de représentation prévoit que les Avocats du groupe seront rémunérés par des honoraires conditionnels égaux à 30 % de tout montant accordé par jugement ou montant d'entente de règlement, plus les taxes et les débours applicables, sous réserve de l'approbation de la Cour.

Les Avocats du groupe ont obtenu un financement de tiers pour couvrir les frais de justice et les débours de la Fondation du droit de l'Ontario du Fonds d'aide aux recours collectifs. Le Fonds d'aide aux recours collectifs aura droit à un prélèvement d'un montant de dix pour cent (10%) de tout montant accordé par jugement ou tout montant d'entente de règlement obtenu dans l'Action collective qui s'ajoute aux honoraires conditionnels décrits ci-haut.

Les Membres du groupe peuvent recevoir un avis de toute étape majeure du litige, incluant tout jugement ou entente de règlement. Si l'Action collective est réglée, vous aurez l'opportunité de vous opposer (objecter) aux modalités de l'entente de règlement, incluant le montant demandé des honoraires des Avocats du groupe.

Avocats du groupe

Il n'y a aucun frais pour parler avec les Avocats du groupe pour discuter de l'Action collective, pour obtenir des réponses à vos questions, ou pour obtenir un Formulaire d'exclusion.

Pour plus d'information ou pour obtenir des détails concernant l'Action collective, vous pouvez contacter les Avocats du groupe identifiés ci-dessous. Votre nom et toute information fournie sera traité de façon confidentielle. S'il vous plait, ne contactez pas les Défenderesses ni les juges de la Cour.

Rochon Genova

121 Rue Richmond O.
Suite 900
Toronto, ON
M5H 2K1
1-866-881-2292
www.rochongenova.com

Thomson Rogers LLP

390 Rue Bay
Suite 3100
Toronto, ON
M5H 1W2
1-888-223-0448
www.trlaw.com

Rice Harbut Elliott LLP

980 Rue Howe
Suite 820
Vancouver, BC
V6Z 0C8
1-604-682-3771
www.rhelaw.com

Merchant Law Group

2401 Saskatchewan Drive
Suite 100
Regina, SK
S4P 4H8
1-877-359-7777
www.merchantlaw.com

Les Avocats du groupe pour l'Action collective au Québec (C.S.M. no de dossier: 500-06-000966-198) qui a été suspendu jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu dans cette Action collective sont :

Me Joey Zukran

LPC Avocats
276 rue Saint-Jacques, bureau 801
Montréal, Québec, H2Y 1N3
(514) 379-1572
jzukran@lpclex.com
lpclex.com/fr/implantsmammaires/

Me Joel Banon

Tiger Banon inc.
1010, Sherbrooke Ouest, bureau 716
Montréal, Québec, H3A 2R7
(514) 284-8401 ext. 103
jbannon@tigerbanon.com
www.tigerbanon.com

Le présent avis a été autorisé par la Cour supérieure de justice de l'Ontario. S'il vous plait, ne contactez pas la Cour.